

ACTION N° 1-6

PILOTE : DIRECTION INTERMINISTÉRIELLE DE LA TRANSFORMATION PUBLIQUE

Co-construire un plan d'action national pour un Gouvernement ouvert

Objectif

Co-construire un plan d'action national pour un Gouvernement ouvert.

2

Forums Open d'État

avec près de

100

participants

6 webinaires

pour diffuser la culture du Gouvernement ouvert, ayant réuni

+ 700

participants

10 ateliers

organisés par toutes les administrations et la société civile entre mars et juin ayant réuni

200

participants au total

« Nous devons maintenant concevoir une meilleure version de la démocratie : plus ouverte, plus inclusive, avec les citoyens au centre. [...] En regardant le monde actuel, cette pandémie rappelle l'importance de la confiance entre les gouvernements et les citoyens. Celle de l'accès à l'information et aux données ouvertes. Celle de donner l'espace nécessaire aux citoyens et à la société civile pour s'organiser et aider. »

Emmanuel Macron, président de la République,
Déclaration sur le Partenariat pour un gouvernement ouvert, à Paris, le 24 septembre 2020



© Présidence de la République

BILAN À DATE

La France a rejoint le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) en 2014. Cette organisation rassemble 77 pays et des milliers d'organisations de la société civile autour de trois principes :

- la transparence
- l'ouverture
- la participation.

Tous les deux ans, la France produit un **plan d'action pour traduire ces valeurs dans des engagements concrets**, avec une méthode ouverte et collaborative. Les 21 engagements du deuxième plan d'action, co-construit par la société civile et les administrations françaises, ont été mis en œuvre entre 2018 et 2020.

Dans une logique de transparence, son rapport d'évaluation est en ligne sur le *site de la direction interministérielle de la transformation publique*. Ainsi, par exemple, la France a créé un laboratoire d'intelligence artificielle (engagement n° 8) et mis en place un tableau de bord avec l'observatoire de la qualité des démarches en ligne (engagement n°13).





FOCUS SUR LE HACKATHON COVID

Dans la droite ligne de sa politique d'ouverture des données liées à l'épidémie dès le début de la crise, le Gouvernement s'est associé aux acteurs de la société civile engagés dans la lutte contre la Covid-19 pour un hackathon les 23 et 24 avril 2021.

Cet évènement animé par la direction interministérielle de la transformation publique (DITP) a permis de faire émerger 15 solutions de lutte contre la pandémie.

Le ministère des Solidarités et de la Santé et le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques restent mobilisés sur les suites des projets dans le cadre de l'initiative gouvernement ouvert.

Le 24 septembre 2020, au Sommet des leaders PGO, le président de la République a réaffirmé l'engagement de la France au service de l'ouverture et de la transparence du Gouvernement.

Dès le premier trimestre 2021, la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques a lancé le processus de co-construction du troisième plan d'action de la France avec la société civile et les citoyens :

- un site Internet gouvernement-ouvert.transformation.gouv.fr permet de suivre l'élaboration du plan d'action de façon collaborative et transparente.
- en 4 mois, un cycle de 6 webinaires « micro-ouverts » a été organisé pour engager les agents publics dans la dynamique. Les administrations et la société civile se sont mobilisées pour organiser 10 ateliers de co-construction.
- deux Forums Open d'État sur la transparence de l'action publique le 27 mai 2021 et la collaboration en temps de crise le 17 juin 2021 ont réuni plusieurs dizaines d'administrations, (ministères de la Transformation et de la Fonction publiques, des Solidarités et de la Santé, de l'Économie, des Finances et de la Relance, et de la Justice, Conseil d'État et Cour de Cassation, etc.) et de très nombreux acteurs de la société civile (dont Transparency International, Démocratie ouverte, La Croix Rouge et Emmaüs Connect).

Les priorités du plan d'action 2021-2023

1. Faire participer les citoyens à l'élaboration et la conduite des politiques publiques
2. Renforcer la transparence des services et de la vie publics
3. Gérer la crise et la relance de manière ouverte
4. Soutenir une politique publique de la donnée au service des citoyens
5. Mieux garantir l'accès et l'information des citoyens aux services publics
6. Mobiliser le gouvernement ouvert dans les enjeux environnementaux

PROCHAINES ETAPES

- Juillet 2021 : recueil et consolidation des engagements produits par les ministères, les autorités administratives indépendantes et les juridictions.



- Août – septembre 2021 : rédaction et éditorialisation du plan d'action.
- Fin septembre 2021 : publication du plan d'action et remise officielle.

Méthode collaborative, forum Open d'État